

Situation Mensuelle de l'Etat



Février 2019



 DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

Synthèse	2
Faits marquants	2
Chiffres clés	4
Solde d'exécution budgétaire	5
Dépenses	6
Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie.....	6
Dépenses du budget général par mission et programme.....	7
Recettes	10
Recettes fiscales du budget général	10
Recettes non fiscales du budget général	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours	14
Opérations des comptes spéciaux	15
Données patrimoniales	16
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	16
Dette financière de l'Etat.....	17
Notes méthodologiques	18



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -36,900 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin février 2019 s'élève à -36,900 Md€ contre -28,480 Md€ à fin février 2018. Cette évolution (-8,420 Md€) s'explique par une baisse des recettes nettes de 14,180 Md€,

partiellement compensée par une variation du solde des comptes spéciaux de +4,681 Md€ et une diminution des dépenses nettes de 1,079 Md€.

Dépenses du budget général (nettes de R&D) : 52,688 Md€

Les principales dépenses du mois (en CP)

► **Mission Enseignement scolaire** : 6,226 Md€, principalement au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » (2,798 Md€) et du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » (1,889 Md€) ;

► **Mission Défense** : 3,254 Md€, principalement au titre du programme « Soutien de la politique de la défense » (1,809 Md€) ;

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 2,243 Md€, essentiellement au titre du programme « Inclusion sociale et protection des personnes » (1,091 Md€) et du programme « Handicap et dépendance » (1,080 Md€) ;

► **Mission Travail et emploi** : 1,861 Md€, principalement au titre du programme « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi » (1,247 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin février 2019 s'élèvent à 52,688 Md€ contre 53,767 Md€ à fin février 2018.

Cette évolution (-1,079 Md€) résulte principalement de la baisse des dépenses d'intervention à hauteur de 0,886 Md€ (essentiellement en raison d'un décalage calendaire dans le versement au FNAL dans le cadre du programme « Aide à l'accès au logement ») et de

► **Mission Cohésion des territoires** : 1,744 Md€, essentiellement au titre du programme « Aide à l'accès au logement » (1,648 Md€) ;

► **Mission Recherche et enseignement supérieur** : 1,653 Md€, principalement au titre du programme « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » (1,181 Md€) ;

► **Mission Sécurités** : 1,615 Md€, essentiellement au titre du programme « Police nationale » (0,871 Md€) et du programme « Gendarmerie nationale » (0,722 Md€) ;

► **Mission Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation** : 1,516 Md€, essentiellement au titre du programme « Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant » (1,506 Md€).

celle des dépenses de fonctionnement pour 0,831 Md€ (notamment en raison d'une moindre consommation de crédits dans le cadre du programme « Accélération de la modernisation des entreprises », conformément aux prévisions). Ces diminutions sont compensées, en partie, par une hausse des dépenses de personnel de 0,696 Md€.

Recettes du budget général (nettes de R&D) : 25,245 Md€

Les principales recettes du mois

► **TVA nette** : 8,807 Md€ ;

► **IR net** : 6,211 Md€ (principalement au titre du prélèvement à la source) ;

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 2,336 Md€, dont 1,073 Md€ de droits de mutation à titre gratuit et 0,574 Md€ d'autres taxes intérieures (principalement au titre de la taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité) ;

► **Autres impôts directs et taxes assimilées** : 0,866 Md€, dont les prélèvements de solidarité pour 0,476 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -2,486 Md€, principalement la dotation globale de fonctionnement (DGF) pour -2,038 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -4,704 Md€ (montant lié à la modification de la base de calcul de la contribution au titre du mois de février).



Recettes fiscales (nettes de R&D) : 35,635 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin février 2019 s'élèvent à 35,635 Md€ contre 48,072 Md€ à fin février 2018. Cette évolution (-12,437 Md€) s'explique essentiellement par une diminution de l'IR net de

14,625 Md€ suite à la mise en œuvre du PAS (en raison de l'évolution du calendrier d'encaissement des recettes et du versement des crédits et réductions d'impôt pour 5,528 Md€).

Recettes non fiscales : 0,733 Md€

Les recettes non fiscales à fin février 2019 s'élèvent à 0,733 Md€ contre 0,665 Md€ à fin février 2018.

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -11,405 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin février 2019 s'élèvent à -11,405 Md€ contre -9,509 Md€ à fin février 2018. Cette évolution (-1,896 Md€) s'explique essentiellement par une hausse des prélèvements sur

les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne à hauteur de 1,904 Md€ (écart principalement lié à la modification de la base de calcul de la contribution au titre du mois de février).

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -9,457 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

► Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » affiche des dépenses pour 8,539 Md€ et des recettes d'impôts locaux pour 3,571 Md€ (notamment au titre de la mensualisation de TF et TH) ;

► Le compte « **Transition énergétique** » enregistre des dépenses pour 1,103 Md€ (essentiellement au titre du soutien aux producteurs d'énergies renouvelables électriques) et des recettes pour 1,710 Md€ (fraction de la taxe intérieure sur les produits énergétiques prévue à l'article 265 du code des douanes) ;

Le solde des comptes spéciaux à fin février 2019 s'élève à -9,457 Md€ contre -14,138 Md€ à fin février 2018.

Cette évolution (+4,681 Md€) s'explique essentiellement par l'amélioration du solde des comptes de concours financiers à hauteur de 5,889 Md€ (essentiellement le compte « Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics » qui présente une amélioration de 6,565 Md€ par rapport à 2018, en raison de moindres avances versées à l'Agence de services et de paiement (ASP)

► Le compte « **Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics** » présente des dépenses pour 1,531 Md€ correspondant à des avances versées à l'Agence de service et de paiement (ASP) au titre des aides communautaires de la politique agricole commune.

au titre des aides communautaires de la politique agricole commune).

Cette amélioration est partiellement compensée par un solde des comptes d'affectation spéciale en baisse de 1,306 Md€ (essentiellement le compte « Participations financières de l'Etat » dont le solde diminue de 0,699 Md€ en raison d'un abondement par le budget général, *via* la mission « Investissement d'avenir », intervenu en février 2018).

Dettes financières de l'Etat au 28 février : 1 793,842 Md€

Les principaux flux nets positifs enregistrés au cours du mois de février 2019 concernent les OAT (émissions nettes de remboursements de 39,799 Md€).

Les montants nets des BTF ont diminué de 9,356 Md€.



	Mois	Cumul à fin février		Renvoi Page	
	Février	2019	2018 retraité 2018 exécuté		
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-19 166	-36 900	-28 480	-28 480	5
Dépenses du budget général (nettes de R&D)	25 101	52 688	53 767	53 767	6
Recettes du budget général (nettes de R&D)	10 225	25 245	39 425	39 425	10
Principales recettes fiscales (nettes de R&D)					
- IR	6 211	3 278	17 903	17 903	
- IS *	-236	-464	-917	-917	
- TVA	8 807	26 252	28 068	28 068	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-4 290	-9 457	-14 138	-14 138	15
DONNEES PATRIMONIALES					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	-2 013	115 442			16
Dette financière de l'Etat	15 421	1 793 842			17

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



unité : million d'€.	Mois	Cumul à fin février		
	Février	2019	2018 retraité	2018 exécuté
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics	0	991	992	992
Dépenses de personnel	11 085	22 592	21 896	21 896
Dépenses de fonctionnement	3 115	9 714	10 545	10 545
Charges de la dette de l'Etat	30	244	263	263
Dépenses d'investissement	645	2 286	2 298	2 298
Dépenses d'intervention	10 087	16 634	17 520	17 520
Dépenses d'opérations financières	139	226	253	253
Total des dépenses (nettes de R&D) (I)	25 101	52 688	53 767	53 767
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	16 883	35 635	48 072	48 072
Recettes non fiscales	348	733	665	665
Prélèvements sur recettes	-7 190	-11 405	-9 509	-9 509
Fonds de concours	185	282	198	198
Total des recettes (nettes de R&D) (II)	10 225	25 245	39 425	39 425
Total des recettes (nettes de R&D, hors prélèvements sur recettes)	17 415	36 650	48 934	48 934
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-14 876	-27 443	-14 342	-14 342
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	2 241	2 313	3 619	3 619
Solde des comptes de concours financiers	-6 647	-12 270	-18 159	-18 159
Solde des comptes de commerce	152	524	411	411
Solde des comptes d'opérations monétaires	-33	-23	-75	-75
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	-4 290	-9 457	-14 138	-14 138
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	-19 166	-36 900	-28 480	-28 480



	Mois	Cumul à fin février		
	Février	2019	2018 retraité	2018 exécuté
unité : million d'€.				
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	11 085	22 592	21 896	21 896
Rémunérations d'activité	6 381	12 819	12 487	12 487
Cotisations et contributions sociales	4 613	9 642	9 307	9 307
Prestations sociales et allocations diverses	91	131	101	101
AUTRES TITRES	14 016	30 096	31 871	31 871
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	991	992	992
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	3 115	9 714	10 545	10 545
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1 614	3 407	4 212	4 212
Subventions pour charges de service public	1 502	6 307	6 333	6 333
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	30	244	263	263
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	30	244	263	263
Titre 5 - Dépenses d'investissement	645	2 286	2 298	2 298
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	519	1 603	1 649	1 649
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	127	684	649	649
Titre 6 - Dépenses d'intervention	10 087	16 634	17 520	17 520
Transferts aux ménages	6 643	9 578	10 235	10 235
Transferts aux entreprises	1 667	2 494	2 719	2 719
Transferts aux collectivités territoriales	284	678	621	621
Transferts aux autres collectivités	1 485	3 877	3 939	3 939
Appels en garantie	8	8	7	7
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	139	226	253	253
Prêts et avances	0	10	25	25
Dotations en fonds propres	3	7	29	29
Dépenses de participations financières	135	209	199	199
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	25 101	52 688	53 767	53 767



unité : million d'€	Mois de février		Cumul à fin février 2019		Cumul à fin février 2018 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ACTION ET TRANSFORMATION PUBLIQUES	1	0	1	0	0
Rénovation des cités administratives et autres sites domaniaux multi-occupants	0	0	0	0	0
Fonds pour la transformation de l'action publique	0	0	0	0	0
Fonds d'accompagnement interministériel Ressources humaines (1)	0	0	0	0	0
Fonds pour l'accélération du financement des start-up d'Etat (1)	1	0	1	0	0
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	307	145	817	469	501
Action de la France en Europe et dans le monde	241	70	421	205	215
Diplomatie culturelle et d'influence	46	58	295	168	181
Français à l'étranger et affaires consulaires	21	18	102	96	105
Présidence française du G7	0	0	0	0	0
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	277	254	506	463	461
Administration territoriale	141	132	278	259	256
Vie politique, culturelle et associative	68	48	69	49	54
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	67	73	158	154	150
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	155	123	495	340	452
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture	68	38	327	181	283
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	35	36	68	64	75
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	52	49	100	95	94
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	58	193	447	659	614
Aide économique et financière au développement	0	138	0	214	200
Solidarité à l'égard des pays en développement	58	55	447	446	414
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	53	1 516	1 674	1 546	1 661
Liens entre la Nation et son armée	2	2	9	3	4
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	50	1 506	1 633	1 519	1 642
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	0	7	31	24	15
COHESION DES TERRITOIRES	191	1 744	13 260	2 612	3 550
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	225	80	245	80	26
Aide à l'accès au logement	0	1 648	13 026	2 493	3 493
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	-33	8	-31	9	4
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	0	8	2	12	9
Interventions territoriales de l'Etat	0	0	6	4	5
Politique de la ville	-1	0	12	14	14
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	52	49	153	138	136
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	33	32	70	64	63
Conseil économique, social et environnemental	0	0	40	40	40
Cour des comptes et autres juridictions financières	18	17	43	34	34
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
CREDITS NON REPARTIS	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
CULTURE	243	143	426	254	326
Patrimoines	64	44	153	86	97
Création	90	31	118	39	47
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	88	67	155	130	182
DEFENSE	2 594	3 254	8 743	8 005	7 346
Environnement et prospective de la politique de défense	120	69	475	248	241
Préparation et emploi des forces	544	710	1 955	1 377	1 406
Soutien de la politique de la défense	1 758	1 809	4 148	3 942	3 777
Equiperment des forces	173	666	2 165	2 438	1 923
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	88	90	185	156	148
Coordination du travail gouvernemental	48	40	97	73	66
Protection des droits et libertés	4	13	18	17	17
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	36	37	70	66	65



unité : million d'€	Mois de février		Cumul à fin février 2019		Cumul à fin février 2018 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	3 208	700	4 835	2 042	2 253
Infrastructures et services de transports	9	70	217	130	662
Affaires maritimes	9	7	74	16	17
Paysages, eau et biodiversité	7	4	8	5	10
Expertise, économie sociale et solidaire, information géographique et météorologie (2)	315	0	433	118	121
Prévention des risques	574	159	615	173	25
Energie, climat et après-mines	282	54	503	273	94
Service public de l'énergie	1 779	171	2 322	714	709
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	234	236	664	613	615
ECONOMIE	98	144	282	235	231
Développement des entreprises et régulations	45	98	176	140	139
Plan "France Très haut débit"	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	38	34	71	68	67
Stratégie économique et fiscale	15	13	36	27	25
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	48	48	273	273	305
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	30	30	244	244	263
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	8	8	8	8	7
Epargne	10	10	21	21	35
Dotation du Mécanisme européen de stabilité (2)	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	0	0	0	0
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	6 117	6 226	12 891	12 494	11 949
Enseignement scolaire public du premier degré	1 888	1 889	3 767	3 766	3 637
Enseignement scolaire public du second degré	2 799	2 798	5 602	5 597	5 553
Vie de l'élève	430	473	1 350	1 082	884
Enseignement privé du premier et du second degrés	712	740	1 500	1 491	1 351
Soutien de la politique de l'éducation nationale	158	179	426	327	308
Enseignement technique agricole	130	147	246	231	216
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES	953	838	1 916	1 715	1 768
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	656	641	1 381	1 303	1 336
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	61	57	163	154	161
Facilitation et sécurisation des échanges	131	122	253	239	234
Fonction publique	106	17	119	19	37
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	45	29	292	181	201
Immigration et asile	38	26	213	179	154
Intégration et accès à la nationalité française	7	2	79	2	47
INVESTISSEMENTS D'AVENIR	0	0	0	0	919
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	0	0	0	0	108
Valorisation de la recherche	0	0	0	0	196
Accélération de la modernisation des entreprises	0	0	0	0	615
JUSTICE	715	702	1 750	1 446	1 432
Justice judiciaire	285	317	685	603	624
Administration pénitentiaire	293	284	570	543	513
Protection judiciaire de la jeunesse	100	70	252	122	118
Accès au droit et à la justice	5	2	133	131	126
Conduite et pilotage de la politique de la justice	32	28	109	47	51
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	1	1	1
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	14	16	103	85	83
Presse et médias	14	15	103	85	79
Livre et industries culturelles	0	0	1	0	4
OUTRE-MER	1 153	497	1 179	507	468
Emploi outre-mer	1 151	462	1 167	472	432
Conditions de vie outre-mer	2	34	12	36	37



unité : million d'€	Mois de février		Cumul à fin février 2019		Cumul à fin février 2018 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
POUVOIRS PUBLICS	0	0	991	991	992
Présidence de la République	0	0	103	103	103
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	34	34	35
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	12	12	12
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	5 321	1 653	22 782	6 632	6 429
Formations supérieures et recherche universitaire	45	53	12 642	3 231	3 184
Vie étudiante	325	231	1 479	542	493
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	4 705	1 181	5 248	1 370	1 323
Recherche spatiale	0	53	1 768	726	650
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	0	2	1 171	594	603
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	227	109	260	128	122
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	172	0	13
Recherche culturelle et culture scientifique	0	0	1	0	1
Enseignement supérieur et recherche agricoles	18	24	42	42	39
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	125	516	5 681	1 429	1 453
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	0	335	3 727	947	956
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	68	748	156	158
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	125	113	1 207	326	339
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	-5	10	-9	11	59
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	-6	5	-9	5	45
Concours spécifiques et administration	0	5	0	6	14
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	8 047	8 038	21 512	21 446	15 395
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	7 673	7 664	20 639	20 572	14 410
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	374	374	874	874	985
SANTE	1 148	427	1 183	441	390
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	283	81	318	95	65
Protection maladie	865	346	865	346	325
SECURITES	1 821	1 615	3 565	3 390	3 247
Police nationale	931	871	1 823	1 765	1 716
Gendarmerie nationale	863	722	1 681	1 576	1 462
Sécurité et éducation routières	5	1	7	3	3
Sécurité civile	23	21	54	46	67
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	10 377	2 243	21 061	3 469	3 383
Inclusion sociale et protection des personnes	8 744	1 091	8 794	1 105	946
Handicap et dépendance	1 563	1 080	11 539	2 078	2 150
Egalité entre les femmes et les hommes	1	0	1	0	0
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	69	72	726	286	287
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	37	68	867	152	188
Sport	5	43	111	51	57
Jeunesse et vie associative	32	6	525	79	115
Jeux olympiques et paralympiques 2024	0	19	231	22	16
TRAVAIL ET EMPLOI	3 489	1 861	5 461	2 553	2 822
Accès et retour à l'emploi	471	561	2 226	1 087	1 331
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	2 929	1 247	3 094	1 361	1 377
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	21	0	21	0	0
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	68	53	121	105	113
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	46 728	33 139	133 324	74 134	69 162
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	38 681	25 101	111 812	52 688	53 767

(1) Création en LFI 2019

(2) Changement de libellé en LFI 2019



	Mois		Cumul à fin février	
	Février	2019	2018 retraité	2018 exécuté
unité : million d'€.				
Impôt sur le Revenu (A)	6 365	9 146	18 306	18 306
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	206	354	320	320
Impôt sur les sociétés (C)	1 211	2 365	1 348	1 348
Impôt sur les sociétés	1 185	2 321	1 325	1 325
Contribution sociale sur les bénéficiaires des sociétés	26	44	23	23
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	866	1 744	698	698
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	68	151	168	168
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	216	420	165	165
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéficiaires distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	0	0
Impôt sur la fortune immobilière	39	155	180	180
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	0	0	0
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	0	0	0	0
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	3	7	0	0
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	9	12	1	1
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	3	5	3	3
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	4	26	17	17
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	0	1	0	0
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	0	0	0
Prélèvements de solidarité	476	907	92	92
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	1	1	1
Recettes diverses	46	58	70	70
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	-68	1 188	586	586
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	14 005	36 636	36 659	36 659
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	2 336	5 649	5 550	5 550
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	35	92	111	111
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	15	37	28	28
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	1	3	4	4



	Mois	Cumul à fin février		
	Février	2019	2018 retraité	2018 exécuté
unité : million d'€.				
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	165	455	472	472
Mutations à titre gratuit par décès	908	1 542	1 615	1 615
Contribution de sécurité immobilière	55	129	133	133
Autres conventions et actes civils	31	71	89	89
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	39	89	83	83
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	19	35	23	23
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	15	29	25	25
Timbre unique	18	64	88	88
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	574	2 158	1 918	1 918
Autres droits et recettes accessoires	0	1	10	10
Amendes et confiscations	3	6	7	7
Taxe générale sur les activités polluantes	1	2	24	24
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	69	77	67	67
Autres droits et recettes à différents titres	0	1	0	0
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	2	10	9	9
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	5	9	8	8
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	0	0	0
Taxe de l'aviation civile	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	0	0	0
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	0	0	1	1
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	171	351	330	330
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	56	106	103	103
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	32	66	69	69
Prélèvement sur les paris sportifs	31	71	58	58
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	7	12	11	11
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	60	187	215	215
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Autres taxes	26	47	50	50
TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)	24 921	57 081	63 466	63 466
TOTAL RECETTES FISCALES (nettes de remb. et dégrèv.)	16 883	35 635	48 072	48 072



	Mois		Cumul à fin février	
	Février	2019	2018 retraité	2018 exécuté
unité : million d'€.				
Dividendes et recettes assimilées (A)	0	2	0	0
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	0	0	0
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	0	0	0
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	0	2	0	0
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
Produits du domaine de l'Etat (B)	60	95	112	112
Revenus du domaine public non militaire	13	16	27	27
Autres revenus du domaine public	0	1	1	1
Revenus du domaine privé	7	33	33	33
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	39	39	47	47
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	0	4	2	2
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	0	2	2	2
Produits de la vente de biens et services (C)	74	154	138	138
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	1	1	2	2
Autres frais d'assiette et de recouvrement	72	150	133	133
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	1	1	1	1
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	1	0	0
Autres recettes diverses	0	1	2	2
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	75	94	30	30
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	0	1	11	11
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	0	0	0	0
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	0	0	0
Intérêts des autres prêts et avances	2	2	2	2
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	22	39	14	14
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	0	0	0
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	51	52	3	3



	Mois		Cumul à fin février	
	Février	2019	2018 retraité	2018 exécuté
unité : million d'€.				
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	56	150	183	183
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	45	45
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	8	8	63	63
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	1	2	2	2
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	1	3	1	1
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	45	89	68	68
Frais de poursuite	1	2	1	1
Frais de justice et d'instance	1	2	2	2
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	0	0	0
Divers (F)	83	237	202	202
Reversements de Natixis	0	35	0	0
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	2	3	4	4
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	13	23	25	25
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	0	1	1	1
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	1	1	1	1
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	1	1	1
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	1	1	1	1
Récupération d'indus	1	8	4	4
Recouvrements après admission en non-valeur	9	19	21	21
Divers versements de l'Union européenne	0	0	6	6
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	1	6	8	8
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	3	5	4	4
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	2	2
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Solte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	39	80	66	66
Produits divers	1	3	3	3
Autres produits divers	11	50	55	55
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	348	733	665	665



	Mois	Cumul à fin février		
	Février	2019	2018 retraité	2018 exécuté
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-2 486	-4 958	-4 965	-4 965
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 038	-4 076	-4 111	-4 111
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	0	-1	-1	-1
Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-179	-352	-318	-318
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	0	-2	-1	-1
Dotation élu local	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	0	0	0	0
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	0	0
Dotation départementale d'équipement des collèges	0	0	0	0
Dotation régionale d'équipement scolaire	0	0	0	0
Dotation globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-260	-511	-518	-518
Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	0	0	0
Dotation de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-9	-18	-17	-17
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	0	0	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-4 704	-6 447	-4 543	-4 543
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-7 190	-11 405	-9 509	-9 509
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	164	253	174	174
Fonds de concours - coopération internationale	20	29	24	24
TOTAL FONDS DE CONCOURS	185	282	198	198



unité : million d'€.

	Mois de février		Cumul à fin février					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2019	2018 exécuté	2019	2018 exécuté	2019	2018 exécuté
Comptes d'affectation spéciale	5 929	8 170	10 658	11 172	12 971	14 791	2 313	3 619
Aides à l'acquisition de véhicules propres	48	35	48	0	83	81	35	81
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	13	121	20	17	201	231	181	214
Développement agricole et rural	0	4	0	0	7	7	7	7
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	29	31	29	0	63	62	34	62
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	0	3	0	0	7	27	7	27
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	18	79	29	32	110	59	81	27
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	0	0	0	0	0	0
Participations financières de l'Etat	27	0	37	40	2	703	-36	663
Pensions	4 691	6 142	9 392	9 330	10 745	10 910	1 353	1 580
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	0	44	0	0	44	348	44	348
Transition énergétique	1 103	1 710	1 103	1 754	1 710	2 363	607	609
Comptes de concours financiers	10 403	3 756	19 612	25 657	7 342	7 498	-12 270	-18 159
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	1 531	0	1 531	8 105	0	9	-1 531	-8 096
Avances à l'audiovisuel public	322	185	643	649	383	389	-260	-260
Avances aux collectivités territoriales	8 539	3 571	17 408	16 857	6 955	7 021	-10 453	-9 836
Prêts à des Etats étrangers	11	0	30	46	3	78	-26	32
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	0	0	0	0	0	0	0	0
Comptes de commerce	245	397	612	543	1 136	954	524	411
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires	56	51	90	74	60	64	-30	-9
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	16	11	26	24	24	26	-2	3
Couverture des risques financiers de l'Etat	26	26	27	2	27	2	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	20	2	36	28	88	101	51	73
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	100	303	341	297	632	635	291	338
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés (1)	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	4	4	7	5	8	5	0	0
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	1	1	2	4	2	3	0	-1
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	0	0	0
Soutien financier au commerce extérieur	22	0	82	110	295	117	213	8
Comptes d'opérations monétaires	123	90	182	199	159	124	-23	-75
Emission des monnaies métalliques	44	8	46	29	23	20	-23	-9
Opérations avec le Fonds Monétaire International	79	82	136	169	136	103	0	-66
Pertes et bénéfices de change	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL COMPTES SPECIAUX	16 700	12 412	31 065	37 571	21 608	23 367	-9 457	-14 204
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	16 621	12 331	30 929	37 402	21 472	23 263	-9 457	-14 138

(1) Changement de libellé en LFI 2019



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2018	Flux nets de l'année	Solde à fin février 2019
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance	367	97	464
	Organismes à caractère financier			
	Caisse des Dépôts et Consignations	10	0	10
	La Poste	0	0	0
	Divers organismes à caractère financier	418	-144	274
	Total organismes à caractère financier	796	-48	747
	CEPL			
	Régions	2 502	274	2 776
	Départements	7 206	-1 531	5 675
	Communes	25 649	-1 522	24 127
	HLM	310	-76	234
	Autres	25 278	-1 070	24 208
	Total CEPL	60 944	-3 924	57 020
	Etablissements publics de santé	5 179	569	5 748
	Etablissements publics nationaux			
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	11 886	1 108	12 994
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	5 462	259	5 722
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	3 615	961	4 576
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	1 318	257	1 575
	Total établissements publics nationaux	22 282	2 584	24 866
	Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	12 362	-339	12 023
	Union européenne	2 143	-633	1 510
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés				
Fonds et Fondations	52	-5	47	
GIP	777	-43	734	
EPLÉ	2 523	507	3 030	
Autres correspondants	9 788	-91	9 698	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	47	-47	0	
Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	13 187	321	13 508	
Total Dépôts de fonds du Trésor	116 892	-1 469	115 423	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	22	-3	19
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	0	0	0
	Intérêts courus sur comptes à terme	0	0	0
	Total Comptes à terme	22	-3	19
Total Passif (A)		116 914	-1 472	115 442
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0
Total Actif (B)		0	0	0
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)		116 913	-1 472	115 442



	Solde au 31/12/2018	Flux nets de l'année	Solde à fin février 2019
unité : million d'€.			
Titres négociables (A)	1 756 420	30 443	1 786 863
Titres négociables à moyen et long terme	1 643 520	39 799	1 683 319
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 643 520	39 799	1 683 319
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 423 899	35 666	1 459 565
- <i>taux variable</i>	194 761	3 284	198 045
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	0	0	0
- <i>taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	112 900	-9 356	103 544
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	112 900	-9 356	103 544
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	6 998	-18	6 979
TOTAL (A+B+C)	1 763 417	30 424	1 793 842



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois.

Les chiffres « 2018 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière.

Les chiffres « 2018 retraité » sont, à ce stade, identiques aux données « 2018 exécuté ». Ces chiffres seront corrigés, ultérieurement, des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI 2019.

Autorisations d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédits de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

Dette financière de l'Etat

Le tableau de la dette financière ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R&D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat : ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde ; les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.